

12-13. Politique Suisse

12. Contexte institutionnel I : Système de gouvernement

"Régime" :

- Mode d'élection
- Rapports gouv <-> parlement
--> Degré de séparation pouvoir

2 grands types de régime :

1. Parlementaire :

- Election indirecte du gouv (parlement)
- Pouvoir collectif (cabinet ministeriel)
- Contrôle mutuel gouvernement parlement
-> mais force exec et leg à cooperer => fusion pouvoirs (voir s10) (G.B)

2. Présidentiel :

- Election president par peuple
- Concentration P pour président
- Indépendance mutuelle président parlement
- Separation L et E

Système Suisse =

Hybride :

- Parlementaire :
 - Mode d'élection (indirecte du gouv. par assemblée fed.)
- Présidentiel :
 - Rapports gouv <-> parlement (indépendance mutuelle)

Particulier :

- Concordance (partage E entre principaux partis)
- Conseil "collège" : système "directorial" avec absence de hiérarchie parmi 7 membres

=> Conséquences :

- Election indirecte du gouv + concordance

Concordance

- Principe tacite à 2 dimensions :
 - Une règle arithmétique (Proportionnalité)
 - Une règle politique, ligne de conduite (Consensus)

Arithmétique :

- Composition du conseil fédéral selon 'regle' proportionnelle
 - Nb sièges au CF en fonction Nb sièges au parlement
 - Cooptation progressive des 4 principaux partis (historiquement)

Politique :

- Composition CF sur base de capacité partis à s'entendre et gouverner ensemble
- Partis respectent consensus et loyauté envers partis
- CrF : Respect collégialité
- MAIS Concordance politique plus respectée (souvent un parti gouvernemental s'opposant au gouv.)

Exemple verts :

Contexte institutionnel: système de gouvernement

• Questions d'actualité (septième siège)

- Elections 2019: un siège au Conseil fédéral pour les Vert.e.s?
- Du point de vue de la concordance arithmétique
 - Avec leur score de 2019, les Vert.e.s auraient mérité un siège au Conseil fédéral
 - Entre 2019 et 2022, les Vert.e.s ont progressé dans presque toutes les élections parlementaires cantonales (voir article de presse Sclarini 10.10.22), mais ont fortement reculé au Conseil national 2023
- Du point de vue de la concordance politique
 - L'élection d'un-e Vert.e augmenterait l'hétérogénéité du collège gouvernemental
 - La concordance politique serait encore plus difficile à respecter
- Question-clé
 - Dans ce scénario, quel parti devrait céder un siège? Le PLR? Le PS?
- Elections 2023: Autre question
 - Deuxième siège au Centre plutôt qu'au PLR?

Contexte institutionnel II : Démocratie directe

Comparaison

CH :

Très développée :

- Au XXe, 1/2 de tous votes populaires au monde au niveau national
- Possibilité de s'exprimer sur **contenu** politiques publiques

Trois institutions :

- IP : Un comité de personnes propose modif constitution
- Référendum obligatoire (modif constitution proposée par autorités)
- Ref. facultatif : opposition à une loi ou traité voté par parlement

Autres pays :

Généralement seule occasion de s'exprimer = élections (en Suisse concurrence entre démocratie directe et élections)

Conséquences :

- Multiplication scrutins populaires réduit tx participation aux élections
- Possibilité de corriger décision du parlement après coup
 - Parlement n'a pas le dernier mot
- Influence de DD sur fonctionnement syst et comportement acteurs

Contexte institutionnel III : Fédéralisme

Fédéralisme (Def 1, Fédéral // Unitaire) : Orga politique ds laquelle activités gouv = divisées entre gouv régionaux et gouv central de sorte que chaque niveau décide de **ses** activités (- *Riker, 1975*)

Fédéralisme (Def 2) : Distribution fondamentale du P entre plusieurs centres // délégation de pouvoirs dans un centre unique (système pyramidal par ex) (- *Elazar, 1997*)

Différence Fédéralisme territorial et non-territorial

- Territorial = Suisse par ex. = contexte régional (découpage linguistique)
- Non territorial = Belgique par ex. = contexte sociologique (commu linguistiques)
(combiné à territorial)

Autres caractéristiques :

- Parlement bicaméral (2ème chambre 'forte')
 - Sénat US
 - CE Suisse
- Difficulté d'amender constitution écrite
 - Majorité de 2/3 dans chaque Chambre + ratification par 3/4 états
 - 2 chambres du parlement + référendum obligatoire (double majorité peuple + cantons)
- Tribunaux/Cours constitutionnelles
 - Habilitées à arbitrer différends relatifs au partage des compétences entre état et entités fédérées
 - Exception en Suisse (Tribunal fédéral n'a pas cette prérogative.)